

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 3 DEC. 2025 IMPOSANT  
DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES À LA SOCIÉTÉ SDMO  
POUR SON INSTALLATION SITUÉE 270 B RUE DE KERVERN À GUIPAVAS**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement,

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°10-10-AI du 3 février 2010 autorisant la société SDMO Industries à exploiter un établissement spécialisé dans l'assemblage de groupes électrogènes dans la ZI de Kergaradec à Guipavas;

**VU** le rapport et les propositions en date du 5 octobre 2023 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 21 novembre 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**VU** les éléments d'appréciation transmis par l'exploitant par courrier du 12 novembre 2025 en réponse au rapport du 27 octobre 2025 susvisé ;

**VU** le rapport complémentaire de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du 21 novembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que lors du contrôle du 13 octobre 2025, l'inspection de l'environnement a constaté l'extension des bâtiments affectés aux activités encadrées par l'arrêté préfectoral du 3 février 2010 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté la présence de 9 points de rejet des effluents atmosphériques issus des groupes électrogènes à moteur diesel alimentés par un combustible à base d'huile végétale ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a déclaré avoir mis en place des dispositifs de réduction catalytique des oxydes d'azote sur chaque émissaire de rejet atmosphérique ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation de la puissance des moteurs et générateurs d'électricité fabriqués et testés est susceptible d'être à l'origine d'un accroissement des émissions de gaz de combustion ;

**CONSIDÉRANT** que cette augmentation et la diversité des moteurs et générateurs d'électricité fabriqués et testés en termes de gamme de puissance nécessitent de justifier le dimensionnement des dispositifs de traitement des gaz de combustion mis en place ;

**CONSIDÉRANT** que les extensions bâtementaires réalisées sont susceptibles d'être à l'origine d'un accroissement des quantités d'eau météoriques à gérer avant leur rejet ;

**CONSIDÉRANT** qu'un tel accroissement peut nuire à l'efficacité des dispositifs de prétraitement des eaux collectées avant leur rejet ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il convient que l'exploitant justifie le dimensionnement de ces dispositifs et de la capacité des exutoires et installations retenus à prendre en charge les effluents liquides qu'ils reçoivent ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation des installations peut être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il convient que l'exploitant caractérise la qualité des eaux souterraines en amont et à l'aval hydraulique des installations ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de procéder à une réévaluation des impacts que présentent les installations modifiées sur les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du même code à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

## **A R R Ê T E**

### Article 1 – Objet

La société S.D.M.O. INDUSTRIES sise 270 B rue de KERERVERN à Guipavas (29490) (AIOT n°0005500822), est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations classées qu'elle exploite à la même adresse.

### Article 2 : Analyse des effets sur l'environnement

L'exploitant procède à une analyse des effets des installations modifiées sur les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement. Cette analyse présente les éventuelles mesures d'évitement, de réduction et de compensation nécessaires à la protection de ces intérêts.

### Article 3 : Transmission

L'analyse mentionnée à l'article 2 est transmise au préfet dans un délai de 6 mois à compter de la date notification du présent arrêté.

### Article 4– Information des tiers

Conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 5– Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Rennes) ou par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/> ou par voie postale :

- 1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

## Article 6– Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la direction de la société SDMO sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

Rémi RECIO



### Destinataires :

Sous-préfecture de Brest  
Mairie de Guipavas  
DREAL UD 29  
société SDMO

